

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 41, Numéro 9 > Décembre 2014 > droitdeparole.org

L'austérité n'est pas un projet de société

Par Nathalie Côté

La mobilisation contre les politiques économiques du gouvernement Couillard ne fait que commencer que, déjà, le premier ministre se défend de parler d'austérité. Il dira plutôt, comme lui ont probablement conseillé ses conseillers en communication, de nous répéter que c'est de la rigueur budgétaire, et il dira même «il n'y a pas d'austérité: c'est une vue de l'esprit.»

Cela n'est pas étonnant. Aucun gouvernement ne proposera à ses citoyens un régime d'austérité. Le mot est par trop négatif. Ce sont surtout ceux et celles qui contestent ces régimes minceurs qui utilisent l'expression.

Assez, les faces de carême

Le gouvernement actuel ne semble avoir rien d'autre à offrir que son discours comptable sur la rigueur budgétaire, le démantèlement de l'État et la privatisation des services publics. Rien de vraiment transcendant, quoi.

Les libéraux sont au pouvoir depuis seulement quelques mois et on en a déjà assez de leurs faces de carême! Ils sont là avec l'expression grave et leur air austère. Mais l'austérité ce n'est pas pour eux: ils sont là avec leurs beaux habits, tentant de convaincre le bon peuple de se mettre au régime. Quel théâtre! Ce n'est pas eux qui auront de la difficulté à payer leur compte d'électricité cet hiver. Et ils vont en augmenter les tarifs sans état d'âme.

La lutte émancipatrice

Face aux discours moroses des Couillard, Coiteux et Barette, la lutte peut être salvatrice. Manifester et sentir la solidarité entre nous, agir dans nos quartiers pour plus de démocratie, multiplier les espaces de résistance pour permettre l'expression populaire, penser à des alternatives à cet État néolibéral qui nous appauvrit, pour plus de justice sociale et de bonheur!



Plus de 20000 personnes ont marché dans les rues de Québec, le 29 novembre dernier, pour dénoncer les coupes du gouvernement Couillard. Venus des Îles-de-la-Madeleine, du Bas Saint-Laurent, du Saguenay ou de Trois-Rivières, les manifestants ont marché des Plaines jusqu'au Parlement. À Montréal, c'est 100000 personnes qui ont marché. Sur notre photo, deux jeunes œuvrant en travail social portent un drapeau fait d'un bout de bois et d'un mouchoir. «Parce que les politiques du gouvernement sont à pleurer et que le petit mouchoir est un carré rouge.» PHOTO NATHALIE CÔTÉ

La lutte pour sauver le sans rendez-vous de la clinique Saint-Vallier continue

Par **Nathalie Côté**

La pétition pour sauver le sans rendez-vous de la clinique Saint-Vallier, signée par près de 3 000 personnes, a été déposée le 25 novembre dernier, à l'Assemblée nationale, par la députée de Taschereau, Agnès Maltais. La pétition demande au ministre de la santé, Gaétan Barrette, de conserver l'actuelle clinique sans rendez-vous au 205, rue Montmagny à Québec.

La pétition a aussi été acheminée au sous-ministre de la santé, ainsi qu'à l'Agence de la santé et des services sociaux et aux médecins responsables de la clinique. Les médecins de la clinique désirent poursuivre leur mission et continuer à offrir les services sans rendez-vous, comme le fait la clinique Saint-Vallier depuis 40 ans.

Le service sera maintenu encore quelques mois

Les signataires de la pétition ne l'ont pas signée en vain. Madame Suzanne Péloquin, directrice adjointe à la Direction générale du Centre de santé et des services sociaux (CSSS), approuve : « la population a démontré qu'elle avait besoin de médecins dans le quartier. »

Le CSSS assure que les services seront maintenus à court terme : « Les services sans rendez-vous qui sont donnés dans l'édifice sont maintenus à partir du 1^{er} décembre. Il n'y aura pas d'interruption de services. Les médecins qui tra-

vaillaient déjà au sans rendez-vous vont poursuivre leur travail. »

Madame Suzanne Péloquin poursuit : « En parallèle à cela, l'Agence de Santé et des services sociaux de la Capitale nationale et le CSSS, travaillent à identifier, avec des promoteurs, des projets permettant d'offrir des services médicaux dans la Basse-ville. »

Le lieu, un enjeu crucial

Où serait situé ce service de santé essentiel pour les résidents du quartier Saint-Sauveur? Le CSSS ne l'a pas encore dévoilé. C'est pourtant une question importante pour les résidents du quartier. L'emplacement de la clinique sans rendez-vous sera-t-il déterminé par des propriétaires d'immeuble qui ont des locaux à louer? Ou bien par les besoins des citoyens? On peut se poser la question.

La pertinence du service sans rendez-vous de la clinique St-Vallier a été maintes fois reconnue par les intervenants du milieu et joue un rôle essentiel pour la population, notamment pour les femmes, les personnes âgées et la population à faible revenu. Ce lieu est accessible pour les 16 000 résidents de Saint-Sauveur. D'ailleurs, aucune étude d'impact n'a été faite sur les effets d'une possible fermeture de cette clinique sans rendez-vous.

Se présenter au CSSS le 18 décembre

Il semble que les citoyennes et les citoyens du quartier devront poursuivre la défense du sans rendez-vous de la cli-

nique et continuer la mobilisation pour revendiquer le maintien dans le quartier de ce service de santé de proximité.

C'est ce que le Comité sans rendez-vous entend faire en invitant les résidents de Saint-Sauveur à se présenter au conseil d'administration du Centre de santé et des services sociaux de la Vieille-Capitale, pendant lequel une période de questions est allouée au public.

Ce sera l'occasion pour les citoyens de Saint-Sauveur de témoigner de leur attachement à des services de santé proches des gens. La rencontre aura lieu à 18h30, au 1, rue Sacré-Coeur

Une lettre d'appui

L'action des résidentes de Saint-Sauveur, pétition à l'appui, a incité le Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur à participer à la lutte pour sauver la clinique. Une lettre destinée aux organismes du quartier circule actuellement pour défendre le sans rendez-vous.

Rassemblement le samedi 17 janvier

En outre, l'année 2015 commencera en beauté. Les citoyennes qui ont mis en œuvre la pétition invitent les citoyens à un rassemblement devant la clinique Saint-Vallier. Cette prise de parole citoyenne permettra de démontrer au ministère de la Santé que les résidents de Saint-Sauveur veulent conserver leur service de santé. Rassemblement à 13h devant la clinique Saint-Vallier au 205, rue Montmagny.

Petite histoire de la clinique Saint-Vallier

La clinique Saint-Vallier située actuellement sur la rue Montmagny, a longtemps été située au 705, rue Saint-Vallier Ouest, rue qui lui a donné son nom.

En 1942, logeait dans cette maison de la rue Saint-Vallier, une maternité nommée clinique Saint-Joseph. Elle deviendra ensuite l'Hôpital Saint-Joseph qui sera fermé lors de l'ouver-

ture de l'hôpital Christ-Roy en 1962, sur le boulevard Hamel.

Le Centre Médical Saint-Vallier, créé en 1965 par un groupe de médecins, sera situé sur Saint-Vallier ouest jusqu'en 2004. En plus des bureaux de médecins, il hébergeait aussi une pharmacie et un bureau de dentiste.

En 2004, le dentiste Pierre Martin

deviendra propriétaire du bâtiment. Le Centre médical Saint-Vallier déménage alors au 205, Montmagny, à quelques coins de rue de son lieu d'origine.

La clinique médicale Saint-Vallier est au cœur des quartiers Saint-Sauveur et Saint-Malo depuis 1965. Elle offre le service de sans rendez-vous, depuis 1914 et fait partie de la culture du quartier.



Le 750, Saint-Vallier Ouest.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ



Le 205, rue Montmagny.

PHOTO NATHALIE CÔTÉ

Lettre au ministre François Blais

Au printemps dernier, l'élection du gouvernement libéral n'annonçait rien de bon pour une majorité de citoyens et citoyennes du Québec. Cet automne, des participantEs d'*Atout-lire* ont travaillé, réfléchi et agi ensemble lors de rencontres sur l'économie. On s'est demandé : c'est quoi l'économie, ça sert à quoi? Ça sert à qui? Est-ce qu'on a du pouvoir sur l'économie?

Lors d'une de ces rencontres, les participantEs ont décidé d'écrire une lettre au ministre de l'emploi et de la solidarité sociale. Voici le contenu de cette lettre.

Bonjour M. le Ministre François Blais,

Nous sommes des adultes qui voulons apprendre à mieux lire et écrire. Nous participons aux ateliers d'*Atout-lire* qui est un groupe populaire en alphabétisation. On a besoin de plus de financement. On a besoin qu'on nous aide aussi chacun et chacune. Par exemple, il faut qu'on paye une passe d'autobus. Il faut aussi pouvoir déjeuner.

Vous savez que les loyers sécuritaires coûtent cher. Il y a aussi des loyers où il y a des moisissures ou des insectes. On n'a pas les moyens de payer 500\$ ou 600\$ de loyer. Ça prend plus de HLM.

On a trouvé ça dur quand vous avez coupé dans le programme PAAS-Action cet automne.

On nous dit toujours « t'as juste à travailler ». On aimerait ça, trouver de l'emploi. Alors pourquoi couper dans les mesures d'aide et d'accompagnement à l'emploi? N'avez-vous pas déjà écrit qu'il fallait lutter contre la pauvreté et non pas contre les personnes pauvres?

On aurait beaucoup de choses importantes à vous dire. On aimerait ça vous rencontrer. On vous invite chez-nous, dans nos locaux à *Atout-lire*. On peut aussi aller vous rencontrer à votre bureau. Merci de nous écouter et de nous dire quand vous pourrez nous rencontrer.

Les membres de l'atelier café-citoyen *Atout-lire*

Lettre aux lecteurs Ostirité!

Le coût des besoins de base, alimentation, logement, transport, etc., augmente beaucoup plus vite que celui des biens de luxe. Tous les services publics, comme Hydro-Québec, augmentent. L'indexation du chèque d'aide sociale ne permet pas de suivre le coût de la vie.

Toutes ces hausses ne sont que partiellement calculées dans l'indexation des prestations ou « l'augmentation » des salaires (minimum). Ceci n'est qu'un exemple illustrant que l'austérité s'attaque à toute la classe moyenne et aux pauvres. Bref, l'austérité est au service des plus riches. Leur enrichissement se fait sur notre dos. Nous sommes face à une lutte de classe.

Réveille-toi classe moyenne! Solidarisons-nous! Sinon nous allons tous et toutes nous retrouver dans la pauvreté et ce, plus vite qu'on le croit.

Line Dumais et Marielle Bouchard
Québec

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droiddeparole.org

www.droiddeparole.org
Retrouvez Droit de parole
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

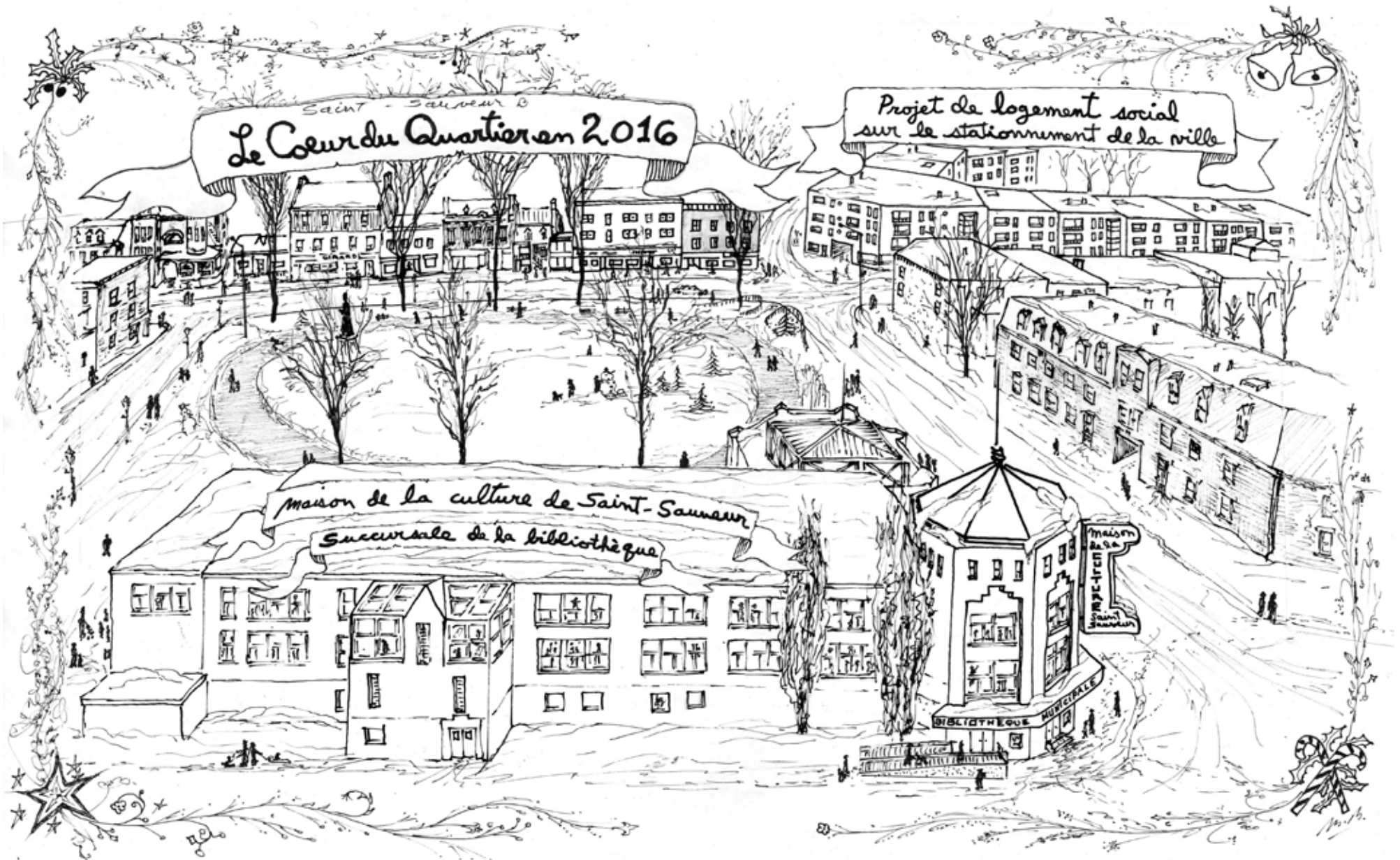
Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage : 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal : Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Les Amis de la Terre de Québec, Gilles Simard, Lynda Forgues, Camille Boutin
Coordination : Nathalie Côté
Collaboration spéciale : Renaud Pilote, Malcolm Reid, Collectif de la Page noire,

Atout-lire, Yvon Boisclair
Photos : Nathalie Côté, Gilles Simard, Vania Wright-Larin
Illustrations : Malcolm Reid, Marc Boutin, Mélanie Baillairgé
Révision : Lynda Forgues
Design : Martin Charest
Webmestre : La collective Nalyn

Imprimeur : Les travailleuses et les travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.





BONNE ET HEUREUSE ANNÉE 2015 à tous nos lectrices et lecteurs et particulièrement à celles et ceux de Saint-Sauveur qui pourraient voir le coeur de leur quartier doté d'une maison de la culture en lieu et place du Centre Durocher. Comme le propose le comité des citoyens-nes, y logeraient aussi un CPE et d'autres espaces communautaires. Le projet de logements sociaux serait construit de l'autre côté de la rue. À suivre... ILLUSTRATION MARC BOUTIN

À la défense des locataires

Par Charles Quimper

C'est dans les tout nouveaux locaux du BAIL que s'est déroulé le lancement de la campagne « Assez d'être mal logé.e.s » à Québec le 27 novembre dernier, organisée conjointement par le Regroupement des Comités Logement et Associations de Locataires du Québec (Rclaq) et le Bureau d'animation et information logement du Québec Métropolitain (Bail).

« Avec cette campagne, nous voulons que tous les locataires aient accès à un logement sain, bon marché, accessible et sécuritaire, dit Mme Monast-Landriault du Raclaq. Des centaines de milliers de personnes sont actuellement mal logées ».

En effet : hausses de loyers ahurissantes, logements insalubres, incapacité de se trouver un logement pour cause de discrimination, droit au maintien des lieux menacé, effritement du parc locatif, tous ces facteurs font en sorte qu'il est de plus en plus difficile d'être adéquatement logé.

À Québec, la situation serait pire qu'ailleurs selon Mme Nicole Dionne, du Bail : « À Québec, 35% des ménages dépensent plus de 30% de leur revenu pour se loger. De ceux-ci, 16% dépensent plus de 50% en frais de logement et de ceux-ci 7% dépensent 80% de leur revenu pour se loger. « De plus, la hausse des loyers s'effectue sans cesse : « Depuis le début des années 2000, les loyers ont augmenté de 46% dans la ville de Québec. C'est plus qu'à Montréal, plus que n'importe où ailleurs ». Ailleurs au Québec, le chiffre atteint 41%.

De plus, à Québec, l'accessibilité à

des logements est de plus en plus difficile. Le taux de logements disponibles est de 2% actuellement, ce qui rend la tâche de se trouver un logement pour le moins monumentale.

La résistance s'organise

« Les cibles de nos prochaines actions seront Pierre Moreau, ainsi que la Régie du Logement », déclare Mme Monast-Landriault.

« Nous souhaitons que s'instaure un réel contrôle des loyers, un code provincial du logement et que la Régie encadre le processus de recherche de logement, ce qui ne se fait pas à l'heure actuelle » renchérit Mme Monast-Landriault.

« La Régie ne fait pas sa job », déclare Mme Dionne. « Les délais sont longs. Quand on pense que ça prend environ de 22 à 24 mois à la Régie avant d'avoir une réponse (lorsqu'on intente un recours contre un propriétaire), alors que d'un autre côté si vous ne payez pas votre loyer, en un mois, vous êtes dehors... »

Et ce n'est qu'un début. La campagne sera en vigueur pour les deux prochaines années à venir : « Nous avons plein de belles actions qui s'en viennent, alors surveillez notre site, notre page Facebook, ça ne fait que commencer. »

L'évènement fut également l'occasion d'inaugurer les nouveaux locaux du BAIL. Une trentaine de personnes étaient présentes, soit les membres en règle du Bail et les membres d'organismes alliés. Les nouveaux bureaux du BAIL sont maintenant situés au 265 de la Couronne, local 100.

Hier comme aujourd'hui, une lutte pour l'égalité

Par Lynda Forgues

Le 6 décembre 1989, Marc Lépine, armé d'un fusil, entre à l'école Polytechnique de Montréal. Il dira notamment : « Je hais les féministes » avant de tuer 14 femmes et de se suicider. On trouvera sur lui un tract antiféministe et une liste de femmes connues qu'il aurait aussi voulu assassiner.

Cette année, c'était le 25^e triste anniversaire de Polytechnique. On lit dans des commentaires et chroniques autour des événements que le féminisme n'est plus utile, qu'hier (en 1989?) oui, c'était correct, mais qu'aujourd'hui les féministes sont bien trop radicales, et ainsi de suite.

Pas un seul combat féministe n'a fait l'unanimité sociale, ou même féminine, autour de lui. Jamais, à aucun moment de leur histoire les féministes n'ont gagné quoi que ce soit sans avoir à lutter et à se battre pour leurs revendications. À chaque époque, on les a injuriées, on s'est moqué d'elles, on les a réprimées, avec violence. C'est un mouvement qui réclame l'égalité. Tant qu'il n'y a pas d'égalité véritable, le féminisme n'a pas gagné.

Ce n'est pas parce que les femmes ont obtenu des droits hier et avant-hier, et que ces acquis sont devenus des évidences (droit de vote, par exemple), qu'ici, au Québec du moins, ces combats ne sont plus à faire, que ça signifie que le féminisme est dépassé aujourd'hui.

Oui, certes, les femmes peuvent aujourd'hui voter, étudier, travailler hors du foyer, ouvrir un compte en banque. Elles peuvent même se séparer ou ne pas se

marier du tout. Cette « égalité » reste bien théorique tant que persistent les discriminations, l'austérité qui frappera plus durement les femmes, les inégalités sociales et économiques, les femmes autochtones disparues dans l'indifférence, la marchandisation des femmes et des filles, la culture du viol. On a pu voir en novembre cette année un large mouvement surgir sur les réseaux sociaux, en marge des plaintes d'agressions sexuelles contre la vedette de CBC, Jian Ghomeshi. De nombreuses femmes se sont liées entre elles grâce à un mot de ras-le-bol et ont rompu le silence, ensemble, en solidarité, révélant tout un monde sombre de violence et d'abus contre les femmes et les filles.

Le ressac ne s'est pas fait attendre, tendant à minimiser le mouvement lui-même, sa portée sociale et politique, tout comme il y a 25 ans, les antiféministes ont tout fait pour faire taire les femmes, au lendemain de Polytechnique, en appelant à la pudeur et à la retenue.

Devant la prise de parole collective des femmes dans l'espace public, ils sont là à prétendre que le but du féminisme est d'inverser le rapport de force et d'à leur tour dominer les hommes. De fait, en disant cela, les antiféministes reconnaissent que l'inégalité existe, mais que veulent-ils donc? Perpétuer, encore et encore, la domination des femmes. Mais le féminisme c'est tout le contraire, c'est un combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes, partant, c'est une lutte contre toutes les inégalités.

Posons un peu le problème autrement : avons-nous vraiment la possibilité de baisser les bras? Pouvons-nous cesser de lutter pour un monde plus juste?

L'émouvante histoire de Francine

Émerger de l'enfer et revenir en soi

Par Gilles Simard

Francine Gingras, mère de trois grands enfants, aura vécu pendant plusieurs années un vortex d'itinérance aussi extrême que spectaculaire, tant dans le plein-jour des rues les plus animées que dans les recoins les plus sombres et les plus crades de la capitale. Maintenant plus stable et en voie de se rétablir, Francine a rencontré Droit de parole dans son appartement de l'immeuble Sherpa.

Avec ses grands yeux sombres piqués d'étincelles et cette gouaille qui la caractérise, Francine Gingras s'exclame, comme pour résumer d'un coup toute son errance : « Hé, là ! Ma mère meurt, puis à quelques mois d'intervalle, la police m'apprend que mon fils aîné Max est considéré comme disparu. Comment voulais-tu que je réagisse, moi ? Déjà que j'avais fait des psychoses avant. Déjà que j'avais entendu des voix. C'était assez pour me faire capoter », de compléter la femme dont la voix basse et un peu rauque vibre d'une indignation et d'une colère encore toutes fraîches.

De la petite vie pépère à l'itinérance

À la fin des années 90, alors qu'elle menait jusque-là une petite vie bien rangée dans une maison de Petite-Rivière-Saint-François – un endroit propre où elle recevait ses enfants et donnait des cours de planche-à-neige –, Francine décide un bon jour de laisser son chum

et d'aller vivre à Québec. « C'était une erreur, reconnaît-elle volontiers. En fait, je voulais aller retrouver ma fille Amy, et je m'imaginai que dès mon arrivée, j'allais trouver une job et que tout allait redevenir comme avant. »

Hélas, les choses ne se sont pas passées ainsi. D'une année à l'autre, d'un coûteux déménagement à un autre, Francine éparpille ses vêtements, sa vaisselle, ses effets personnels, ses meubles et, plus grave encore, son estime d'elle-même s'effrite aussi vite que sa crédibilité déjà passablement amochée. « Ça allait continuellement en dégénéralant, dit-elle. Je prenais de mauvaises décisions, je rencontrais de mauvais amis et petit bout par petit bout, je m'isolais, je m'enfonçais davantage. Ma famille ne voulait plus me voir, ni mes anciens amis. »

Survivre à l'indicible

Au fil du temps, à force de tourner en rond et d'aller de déboires en déconvenues, Francine connaît des séquences de psychose et de délire entrecoupées de dépression. « Là, dit-elle, j'ai commencé à décrocher tranquillement de la réalité. Oui, je savais ce que faisais, mais autour de moi, sur la rue, je ne reconnaissais personne, à part mes fils Max et Joe. C'était horrible. »

Même si je ne consommait qu'à l'occasion, j'entendais les voix des gens de ma famille qui me faisaient des reproches. Ma sœur, ma marraine. Pendant un temps, j'ai pensé qu'on allait vers l'Holocauste et je me suis mise à apprendre l'allemand. C'est dire ! »

Vers 2009, sa mère, qu'elle aimait tant, décède. Quelques saisons plus tard, la police lui apprend que Max, son fils aîné, est porté disparu. « Ça n'arrêtait pas, s'exclame la femme, les yeux voilés et la voix tremblotante. Juste de repenser à tout ça, j'en ai des frissons partout. Comment j'ai pu faire ? »

Désemparée, isolée, désormais sans ressources et sans domicile fixe, devenue hyper méfiante, hyper vigilante et parano par moments, harcelée physiquement, sexuellement et moralement par des voisins ou de pseudos amis mal intentionnés, Francine Gingras commencera alors à faire la navette entre la Haute-ville et la Basse-ville pour s'établir presque définitivement sur la rue St-Jean et ses alentours.

Ici, Laurent (prénom fictif), un travailleur de rue de la Basse-ville, explique que ses services auraient bien aimé établir un contact avec celle-ci, mais qu'elle bougeait tellement, que ça devenait impossible. « Nous la connaissions, dit-il. Mais, elle était hyper-méfiante et continuellement en mouvement. Aussi, elle recelait quand même une certaine dose d'agressivité, ce qui rendait notre démarche d'approche encore plus difficile. »

L'enfer de la rue

« Le premier du mois, commence Francine, j'allais chercher mon chèque en bas, puis je partais m'acheter du linge au Château ou ailleurs... Je mangeais chez Ashton, au Commensal, chez les Sœurs « Mallette » et à tous les jours, j'allais chercher du stock à Lauberivière. De temps à autre, j'allais prendre une douche au Centre Lucien-Borne, ou j'allais au resto Le Hobbit pour me laver les pieds, boire un verre d'eau. Eux-autres, ils m'ont toujours laissé faire. Du monde gentil... Comme beaucoup de commerçants de la rue St-Jean qui m'aidaient à leur façon. J'étais toujours tirée à quatre épingles, poursuit Francine Gingras. Et je restais très polie avec les flics, c'est pour ça qu'ils m'ont laissé faire si longtemps. Ils m'ont quand même donné pour 2000 \$ de tickets, mais je restais fine avec eux-autres. Pour dormir, continue-t-elle, neuf fois sur dix, je couchais dehors au squat de la falaise et puis, très très rarement, j'allais chez des connaissances. »

Comme si j'avais été transparente

« Mais la rue, enfile d'un trait la sexagenaire, j'avais te le dire, c'est vraiment l'enfer que j'ai vécu. J'ai gelé, j'ai eu faim, j'ai eu soif, j'ai eu peur, j'ai gémi, j'ai prié, j'ai braillé, c'était comme si les gens ne me voyaient pas. C'était comme si j'avais été transparente. Des fois, le soir, je disais au vieux Dan, mon compagnon de banc, sur St-Jean : Voyons donc ! Est-ce que je rêve ? Est-ce que je suis vivante ou morte ? Est-ce que ça va durer encore longtemps ? Pourquoi personne ne vient m'aider ? Pourquoi personne de ma famille ne vient me ramasser ? Ils devaient me prendre pour la petite fille aux allumettes... ou bien pour La Charlotte, » conclut-elle en haussant les épaules.

Pour Patricia Bougie, directrice des services cliniques à Pech, le cas de Francine est vraiment exceptionnel : « Normalement, dit-elle, les cycles d'itinérance sont de quatre ou cinq ans. Nos gens ont des problèmes de consumma-

tion et nos services finissent par les connaître assez vite. Ici, il faut voir que Francine ne consommait pas et qu'elle était toujours en mouvement. En même temps, d'ajouter Patricia, à cause de ses valeurs, de son passé, de ses croyances, elle avait beaucoup de difficultés à demander de l'aide. À recevoir. » Par ailleurs, tout en déplorant le manque de ressources pour les itinérantes, particulièrement à la Haute-ville et en région, madame Bougie avertit que nous allons voir de plus en plus de cas dans la tranche d'âge de Francine.

Le sinueux chemin de la « rédemption »

Un jour, en plein été, Francine est arrêtée puis écrouée à la prison des femmes. « Là, dit-elle, je n'avais plus de souci à me faire. J'avais un toit, de quoi manger. Mon taux d'anxiété a radicalement baissé. Puis, on m'a transférée à Robert-Giffard, un bien mauvais souvenir. » Peu après, la dame arrive à la maison d'hébergement de Pech¹, rue St-Luc.

« Là, les gens ont pris soin de moi. Marie-Claude, Jimmy... J'étais entourée de douceur et je pouvais songer à refaire ma vie. Puis, en décembre 2013, j'ai eu la chance d'avoir un petit logement subventionné, ici, à l'immeuble Sherpa. Tout un changement d'avec la rue ! »

À partir de là, l'ex-itinérante n'aura de cesse de s'impliquer dans toutes sortes d'activités (bénévolat, accueil, chorale, ateliers d'écriture de poésie, spiritualité, etc.) et elle ira même jusqu'à démarrer un petit groupe de marche. « Je veux que mon cerveau demeure alerte, dit-elle, en lien avec ses nombreuses activités. Et faire du sport, marcher, ça ne me fait plus peur », rigole celle qui est demeurée dans une belle forme physique malgré ses nombreux déboires.

Au menu, l'espoir

Faisant allusion au personnel de Sherpa, Francine ne tarit pas d'éloges : « Des gens biens, à l'écoute, Bianca, Claudie, Lydia, des pros, avec qui c'est plaisant de travailler à se reconstruire. » Ici, elle évoque rêveusement son avenir : « J'ai encore de l'espoir... En fait, je voudrais juste que la vie soit un peu plus clémente avec moi. Et puis, j'aimerais ça me trouver une nouvelle passion. Et aussi, pourquoi pas, rencontrer un compagnon, pour écouter des films, prendre des marches, se faire de bonnes bouffes, finalement, vieillir tranquillement ensemble. Et j'aimerais ça, aussi, que mes enfants viennent me visiter de temps à autre », ajoute celle qui demeure toujours sans nouvelles de son fils aîné. « Là-dessus, dit-elle, c'est certain que je voudrais savoir ce qui est vraiment arrivé avec lui. »

Autrement, parlant de la maladie mentale, Francine a cette formule colorée : « Ce n'est pas que ça soit si complexe que ça la maladie mentale, mais c'est souffrant en titi ! » Enfin, si elle avait un seul conseil à donner à une personne vivant la même situation qu'elle, ce serait celui-ci : « N'attendez pas, laissez la fausse pudeur de côté et allez chercher de l'aide, ce ne sont pas les ressources qui manquent. »

¹ Pech : Programme d'encadrement clinique et d'hébergement.



Francine Gingras, survivante de la rue, photographiée dans son logis.

PHOTO GILLES SIMARD

Lutte écologiste en France

Rémi Fraisse : une mort symptomatique

Par Pierre Mouterde

Il n'y a pas qu'au Québec que se multiplient les conflits entre défenseurs de l'environnement d'une part, et lobbies économiques et financiers partisans d'un développement économique tout azimut, d'autre part. Tout récemment dans le sud de la France, au cœur du département du Tarn, la mort d'un manifestant écologiste, Rémi Fraisse, tué le 26 octobre dernier d'une grenade offensive lancée par un des membres de la gendarmerie mobile, a longuement défrayé la chronique et mis en évidence comment les préoccupations écologiques sont devenues un enjeu politique majeur.

En fait, cette mort tragique nous rappelle que la défense de l'environnement ne connaît pas de frontières. Et qu'elle obéit toujours, répression à la clef, plus ou moins aux mêmes logiques sociales et politiques. D'autant que l'enquête administrative confiée à l'inspection générale de la gendarmerie française vient de conclure, le 2 décembre dernier, que dans cette affaire aucune « faute profession-

nelle » n'aurait été commise par les gendarmes. Comme si cette mort n'était de la responsabilité de personne ! Il vaut donc la peine de revenir sur cette histoire.

Pourquoi Rémi Fraisse s'est-il fait tuer ?

Tout simplement parce qu'il manifestait contre l'érection du barrage de Sivens et qu'il militait aux côtés d'un groupe de militants écologistes très actifs et déterminés : le Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet. Depuis déjà longtemps, ce collectif rappelait à l'opinion publique l'absurdité foncière d'un tel projet, surtout à le jauger à l'aune des exigences écologistes du 21^{ème} siècle. Pourquoi vouloir créer un lac-barrage de 1,5 millions de m³ d'eau alors qu'on sait que la retenue d'eau ainsi constituée ferait disparaître 12 hectares de zones humides (avec la destruction appréhendée d'espèces protégées) et ne servirait qu'aux intérêts d'une poignée d'agriculteurs adeptes d'une agro-business industrielle dévoreuse d'eau et de systèmes d'irrigation chaque fois plus performants ?

Les enjeux écologiques

Et c'est en tous points semblable à l'autre grand conflit social et écologique qui a secoué

l'actualité française, celui de la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes : en face on ne retrouve qu'arrogance hautaine et refus de discuter, et surtout une puissante coalition d'intérêts regroupant dans ce cas-ci agriculteurs, entreprises de construction et édiles politiques régionaux prêts à tout pour parvenir à leur fin, notamment en jouant sur le fait accompli de coupes forestières illégales. Ils ont même refusé de se plier aux conclusions finales de l'enquête publique qui n'avait donné son aval définitif au projet de Sivens qu'à la condition que le Conseil national de la protection de la nature donne un avis favorable. Ce qui ne fut pas le cas, tellement les impacts environnementaux avaient été mal évalués, selon lui.

C'est ce déni démocratique, et ce désir de passer outre les inquiétudes légitimes de tant de citoyens, qui expliquent la détermination grandissante des manifestants. Et c'est la volonté obtuse des autorités politiques – d'obédience socialistes ! – de vouloir faire taire toute opposition afin d'éviter un second Notre Dame des Landes qui explique le durcissement des interventions policières.

Une grenade mortelle

Le reste est sans doute plus connu : en

pleine nuit, une des 237 grenades offensives lancées sur un groupe d'une cinquantaine de manifestants, s'est coincée entre le dos et le sac à dos de Rémi Fraisse, causant ainsi sa mort. Mais aussi, cela a provoqué un tel tollé dans l'opinion publique qu'a été décidé, dans le sillage d'une résolution de la Commission européenne condamnant le projet, l'arrêt immédiat des travaux. Faut-il donc qu'il y ait mort d'homme pour que les autorités puissent commencer à entendre raison ?

On laissera la conclusion au philosophe et sociologue Edgar Morin rappelant à ce propos dans le journal *Le Monde* que « Cette machine (de l'agriculture industrialisée) croît détruire un passé arriéré, elle détruit par contre une alternative humaine d'avenir. Elle a détruit la paysannerie, l'exploitation fermière à dimension humaine. Elle veut répandre partout l'agriculture et l'élevage à grande échelle. Elle veut empêcher l'agro-écologie pionnière. Elle a la bénédiction de l'État, du gouvernement, de la classe politique. Elle ne sait pas que l'agro-écologie crée les premiers bourgeons d'un futur social qui veut naître, elle ne sait pas que les « écolos » défendent le vouloir vivre ensemble ».

N'est-ce pas aussi ce qui est en jeu au Québec ?

L'ANNÉE 2015, je pense, ce sera comme si Stephen Harper nous lançait un défi.

« Battez-moi ! » qu'il va nous dire. « Je vous mets au défi. Mais voyez-vous, je vais être réélu. Car mon morceau du Canada, je l'ai unifié. Quand j'ai convaincu les progressistes-conservateurs et l'Alliance canadienne à se fusionner, j'ai créé un bloc que mes adversaires ne peuvent pas briser. Ils sont divisés, mes adversaires. »

Le premier ministre conservateur, bien sûr, n'est pas assez fanfaron pour dire cela. Pas en toutes lettres. Son ton calme et confiant est celui, il me semble, d'un excellent stratège. Il est appuyé par peut-être le quart des Canadiens... mais cette base me paraît pas mal solide.

Les petites gens aux valeurs traditionalistes, qui veulent que les assassins soient pendus, que l'avortement soit interdit, qui trouvent que la foi – chrétienne de préférence, mais d'autres religions peuvent être admises à la rigueur – devrait guider la vie, ceux-là sont avec lui. Et les grandes corporations sont avec lui aussi, les leaders du capitalisme d'aujourd'hui. Ces deux groupes ne sont pas unifiés partout dans le monde, mais au Canada, ils sont ensemble. « Family values » et « free enterprise ».

Le Canada de l'ère où nous vivons n'est pas caractérisé par ces deux bannières. Le pays, francophone comme anglophone, a construit un État-providence avec un filet social comparable à ceux de la Suède, de la Norvège, et du Danemark. Un système qui fait contraste – non ? – avec les États-Unis d'Amérique. Un secteur public fort, aussi ; et une aide importante aux arts. Et ça a toujours été un pays avec une forte affection pour la nature, un pays qui était sûr que ses forêts, son Nord, étaient sacrés. Jusque-là, ça a peut-être été un peu complaisant, mais ça murit maintenant. Ça devient une conscience écologique.



Avec les conservateurs, le Canada a, pour la première fois de son histoire je dirais, un régime qui désire défaire l'État-providence. Qui désire mettre le Canada sous l'enseigne ENTREPRISE PRIVÉE SPOKEN HERE. Et qui veut officialiser, aussi, l'insouciance sur les dangers qui guettent la nature. Qui veut officialiser la primauté de l'industrie sur la nature.

Pouvons-nous défaire ce régime ?

Oui. Nous sommes la majorité – je veux dire, ceux qui veulent conserver le filet social et augmenter les mesures écologiques. Mais nous sommes divisés.

Alors, je le dis : sans une entente électorale entre néo-démocrates et libéraux (avec des appuis peut-être du Bloc et des verts ?), nous pourrions finir 2015 avec les conservateurs encore en place. Vite, donc ! Des négociations pour cette entente ! Elle est faisable, même en sachant que les partis d'opposition tiennent à rester distincts et en vie. Les partis peuvent se désister pour donner une chance à l'autre dans des circonscriptions où c'est serré. Ils peuvent discuter de coalitions possibles, ils peuvent former un cartel électoral, rédiger un programme commun minimal...

Ils ne pensent pas en ces termes. Actuellement, c'est très clair. Ils espèrent une victoire forte qui éliminera les rivaux. Qu'on fasse pression, alors. Qu'on discute. Qu'on se serve de notre tête.

Qu'on se serve de not' tête, ostie !



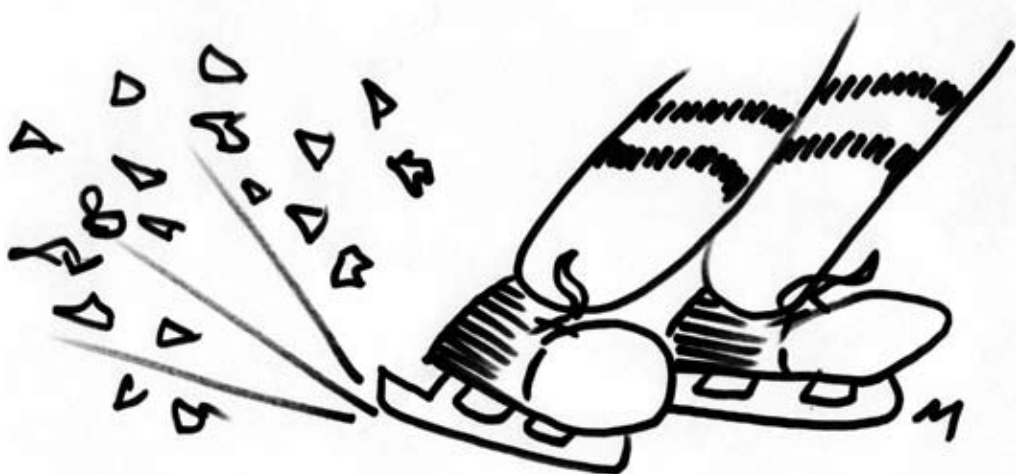
BÉLIVEAU meurt, et on pense à plein de choses.

C'était un garçon qui jouait sur la glace de Victoriaville, ensuite sur la glace de Québec, ensuite sur la glace de Montréal. Quel chevalier !

Car le hockey est un système chevaleresque, où des gars, ou des filles, de n'importe où, peuvent devenir des héros populaires pour toute une ville. Toute une province. Tout un peuple.

Moi je viens d'Ottawa. Je me souviens de l'époque où le Gros Bill était un As, et jouait contre mes chers Senators. (C'était en 1951 !) Ah, il était redoutable !

Tiens, en ami de l'underdog, je lève mon verre à Worsley, à Hall, à Henry, à Sawchuk, à Broda. Les pauvres gôleur, les gardiens de but des autres clubs, qu'il a déjoués tant de fois.



Action du Comité du 3 septembre

Par Lynda Forgues

Une action s'est tenue à la suite du décès de Guy Blouin. Des citoyens, des citoyennes de Saint-Roch, l'Engrenage, la Ligue des droits et libertés, le REPAC et SHERPA l'ont initiée et comptent la poursuivre les 3 de chaque mois dès février 2015.

Trois mois ont passé depuis la mort de Guy Blouin et les citoyens, n'ayant toujours pas de nouvelles de l'enquête, ont accroché 117 rubans noirs devant le parvis de l'Église Saint-Roch afin de rappeler les doutes ressentis à propos des enquêtes de la police sur la police.

Pourquoi 117 rubans noirs ?

«De 2011 à 2013, sur 117 enquêtes policières impliquant d'autres policiers, une seule a abouti à une mise en accusation. Si on veut rétablir ce lien de confiance, la communauté a besoin de réponses fiables et crédibles», a ajouté un participant à la rencontre.

Les gens y ont décrit une situation particulièrement préoccupante, comme déclare une intervenante du quartier: «Ce n'est pas par hasard si les gens ont réagi fortement au décès de Guy Blouin. Les gens les plus marginalisés du quartier vivent quotidiennement du profilage de la part des forces policières, pire, ils n'osent plus dénoncer les abus dont ils sont victimes, car ils craignent de subir des représailles. Quand on demande à ces personnes si elles croient dans l'impartialité des enquêtes sur les bavures policières, la réponse est quasi unanime, le lien de confiance est rompu».



Action du Comité du 3 septembre, sur la rue du Parvis.

PHOTO VANIA WRIGHT-LARIN

La police au Conseil de quartier de Saint-Roch Un exercice de relations publiques

Par Lynda Forgues

Le 27 novembre dernier, au conseil de Quartier Saint-Roch, il y avait une visite assez rare. Non, ce n'était pas l'ineffable conseillère Chantal Gilbert qui, oui, brillait par son absence, c'était plutôt deux officiers du SPVQ, en uniforme et avec leur arme de service, qui venaient, accompagnés de la directrice des relations avec les citoyens pour l'arrondissement, rencontrer les citoyen-nes.

Il semble qu'à la suite d'un appel d'une résidante qui se targuait d'habiter le «Nouvo Saint-Roch» et se plaignait de graffitis, en réclamant plus de présence policière dans le quartier, le Conseil de Quartier aurait proposé cette rencontre entre des gens qui n'ont pas l'habitude de se parler, la police et les citoyen-nes.

La commandante, le capitaine et le Power Point

La commandante Suzanne Drolet et son adjoint le capitaine David Filion ont généreusement et largement expliqué quel était leur rôle et leur travail au sein du corps policier, qu'ils font la gestion des policiers sur le terrain, reçoivent les plaintes et les demandes des citoyens qui leur parviennent par les éluEs.

Ils ont dressé un portrait du quartier Saint-Roch, en ce qui concerne la délinquance et les accidents routiers. Ils ont beaucoup parlé de sécurité routière. Au bout de quinze minutes, on avait vraiment l'impression que le travail principal de la police à Québec consiste à faire la circulation.

Un accident parmi tant d'autres

On n'est pas parvenu à connaître quel pourcentage d'accidents touchaient des

piétons et des cyclistes, plutôt que des automobiles. Pour le SPVQ, un accident est un accident, que ce soit un rétroviseur arraché, ou un cycliste écrasé.

Dans ce portrait de toute la Ville, Saint-Sauveur arrivait en troisième, et Saint-Roch en cinquième, car les coins les plus accidentés sont les... stationnements de centres commerciaux!

Des accrochages à la criminalité, on nous explique, toujours graphiques à l'appui, qu'il n'y a pas de hausse du crime en dix ans, et qu'on y discerne même une baisse sensible dans Saint-Roch, toutes catégories confondues.

La judiciarisation des marginaux

Un citoyen présent a demandé: «Pourquoi la police communautaire a-t-elle été abolie?» Il n'a pas obtenu de réponse claire: «On ne le sait pas, ça marchait bien, les gens aimaient ça, mais ça n'existe plus depuis 5 ou 6 ans.»

Une femme de l'assemblée a questionné les officiers au sujet de la judiciarisation des marginaux, et du profilage qu'exercent les patrouilleurs du quartier, toujours les mêmes, ils ont un secteur assigné, comme ont expliqué les officiers. Elle a raconté quelques expériences personnelles et celles de ses amis, à ce sujet, et a parlé de la façon irrespectueuse qu'ont les agents de traiter les gens.

Les policiers affirment pourtant que le travail de police c'est 80% de travail social et 20% d'application des règlements, qu'ils font des visites dans les HLM et qu'ils sont impliqués dans le programme IMPAC avec les itinérants.

Les organismes communautaires avaient réclamé, pendant des décennies de judiciarisation, un tel programme et maintenant la police s'avance avec fierté en disant qu'ils y participent, depuis 1 an. De l'autre

côté ils continuent de fortement taxer, par l'émission de contraventions, tous les marginaux qu'ils peuvent rencontrer sur le terrain.

Pourquoi la police tutoie?

Un homme a demandé, citant le code de déontologie que la police n'applique jamais, pourquoi les patrouilleurs tutoient les gens, les insultent, s'adressent à eux de manière dégradante; il a dit: «si moi on me traite de crotté, que dit-on à d'autres gens moins privilégiés quand on les interpelle?»

Le capitaine a répondu à ça, cavalièrement: «vous vous faites arrêter combien de fois dans une année?» Et c'est alors que des intervenantes, représentant une démarche citoyenne, ont lu à l'assemblée une déclaration devant être remise aux forces policières (lire dans l'encadré).

Ce fut un moment bouleversant. Alors que tous les petits graphiques en couleur sur les accidents ne différencient même pas les gens des automobiles, alors qu'on nous avait abreuvés de statistiques à l'effet que le travail policier dans le quartier semblait n'être au final que de la circulation routière et du travail social auprès des itinérants et des vieux perdus, ce plaidoyer très clair et mesuré en faveur d'un vivre ensemble plus juste venait nous réveiller brusquement.

Le quotidien dans le quartier

La réalité dans le quartier Saint-Roch, ce qui se vit au quotidien, ce sont des agents de police qui agissent comme bon leur semble, qui échappent à tout contrôle, qui savent qu'ils peuvent le faire impunément, car autant leur chef syndical, que leur grand patron, que le maire de la ville et le chef de l'opposition sont, tous autant qu'ils sont, en admiration pour leur manière de faire, quoiqu'il arrive.

Déclaration lue au conseil de quartier du 27 novembre

- Nous voulons honorer la mémoire de Guy Blouin avec un monument officiel sur la place du Parvis et tenir une cérémonie commémorative annuelle le 3 septembre.
- Nous voulons une enquête transparente et fiable pour que les gens connaissent la vérité sur l'événement.
- Nous voulons une bonne entente entre les policiers et les citoyens. Pour cela, il faut avoir un vrai dialogue.
- Nous voulons une approche et une attitude plus humaine de la part des policiers envers les citoyens.
- Nous voulons sensibiliser les policiers qui interviennent sur le parvis de l'église Saint-Roch à un changement dans leur façon de travailler.
- Nous voulons que la répression policière vécue par les personnes marginalisées au centre-ville soit reconnue par les autorités ainsi que par le public, et qu'elle cesse.
- Nous voulons mieux informer les gens sur leurs droits et recours.
- Nous voulons augmenter les liens entre les citoyens, les organismes et les commerçants, notamment par des projets qui rejoignent des intérêts communs.
- Nous voulons montrer que l'on peut bien vivre dans Saint-Roch et améliorer la réputation des gens qui y vivent.
- Nous souhaitons encourager le développement d'un réseau de solidarité citoyenne.
- Nous voulons être plus collectifs et moins individualistes.

Il est possible d'acheter les livres traités dans la chronique pendant l'année. Les membres des Amis de la Terre, peuvent emprunter, en tout temps, les livres au centre de documentation. Les bureaux des Amis de la Terre sont ouverts jusqu'au 18 décembre et à partir du 7 janvier.

« Ni dieu, ni maître, ni petite culotte »

Par Lynda Forgues

Non, il ne s'agit pas d'un autre petit livre rouge issu d'un printemps d'il y a deux ans et demi. Même si l'auteure-personnage Anne Archet crie *Fuck the police* et propose d'embrasser les désordres.

Le *Carnet écarlate* c'est avant tout une délicate mixture de dialogues, de réflexions, de récits et de fantasmes couchés sur le papier. Une littérature de douceur, de douleur et de turpitude, et c'est bien la langue qui tient ici le rôle dominant.

Il arrive que des auteurs utilisent la métaphore de la naissance, pour exprimer le difficile enfantement de l'œuvre. Pour sa part, Anne Archet, l'auteure mystère qui sévit sur le web depuis déjà quelques années, nous convie à la bousculade lubrique, au plaisir de l'écriture et à son tourment, acte de chair et de repos, de petites trahisons et d'abandon, de soumission nécessaire et de grande générosité.

Elle écrit : « Je suis fatiguée de me battre avec les mots, avec cette jouissance indicible que tu me prodigues nonchalamment, comme si ce n'était rien, presque distraitemment, comme si c'était tout naturel. Jamais je n'arriverai à te faire comprendre, à te faire ressentir ce que je ressens par ma parole. »

Au tu, au je, au nous, au elle, dans son recueil de fragments érotiques lesbiens, Anne Archet joue sur les corps devenus décors, décrits en d'insus détails. Historiettes, souvenirs et retours, on ne fait pas dans le licencieux sans l'appel aux sens de la lectrice, ou du lecteur.

Quoique les superbes dessins de Mélanie Baillairgé émaillant le *Carnet écarlate* écartèlent l'attention, la fond dévier des multiples prénoms féminins qui abondent et déboulent, de Alexie à Zoé, ce sont les images formées à partir des mots d'Anne Archet qui nous emportent dans la chevauchée.

Les lieux et paysages sont très divers, ordinaires ou revisités, et c'est d'abord par la vue, même quand on baise les yeux bandés, que le plaisir s'amorce. Univers coloré, texturé, parfumé jusqu'à l'intimité, chaleur, moiteur ou glace, tout se goûte et c'est ainsi qu'on peut tomber, surprise, sur Josée di Stasio ou sur un biscuit Oreo.

Un petit plaisir de plus, on peut prendre le carnet par n'importe quel bout, le recommencer à partir du nombril, le feuilleter des orteils jusqu'aux yeux, et vice-versa.

Le livre est disponible chez les libraires indépendants de Québec comme La Page noire et La Librairie Pantoute. Il n'est pas disponible chez Renaud-Bray...



Auteur : Anne Archet
Illustrations : Mélanie Baillairgé
Le Carnet écarlate
Fragments érotiques lesbiens
Éditions du Remue-ménage
Année : 2014

Librairie alternative Un séjour à la Page noire

Le collectif de la Page Noire

Depuis le 1 juillet 2014, la librairie alternative la Page noire a rouvert une énième fois ses portes : maintenant il ne vous reste plus qu'à les franchir. Le nouveau local est situé au-dessus du Bar coopératif L'Agité au 255, rue Dorchester.

Mais, c'est quoi ça, la Page noire ? La Page Noire est une librairie/bibliothèque autogérée et bénévole. Vous pouvez y emprunter des ouvrages et vous y procurer des fanzines d'auteur-es locaux, des

disques d'artistes émergents et principalement des ouvrages alternatifs, politiques, littéraires... pour tous les goûts.

La Page noire a toute une histoire, elle a été fondée dans l'un des rares *squats* de l'histoire de Québec, celui de la Chevrotière en 2002, véritable berceau d'activistes qui ont organisé la réponse de la société civile au Sommet des Amériques en 2001.

Ce sont celles et ceux qui se reconnaissent dans ces générations actives qui ont édifié une des premières librairies anarchistes autogérées dans la ville

de Québec. Les générations instigatrices de la Page noire ont osé proposer des alternatives aux rythmes effrénés de l'économie capitaliste, à son fondement hiérarchique et autoritaire et à l'emprise de l'État sur nos vies personnelles. C'est avec fierté et courage que le nouveau collectif reprend le flambeau.

Il n'y a pas que des individus singuliers qui fréquentent ce lieu, de nombreux groupes y trouvent refuge : le Collectif Subvercité avec ses ateliers d'éducation populaire – Les Pensées sauvages –, la fanfare anarchiste Tint(A)nar qui y pratique pour maintenir son harmonie collective et le groupe d'action alimentaire le Collectif de Minuit qui récupère hebdomadairement des masses de nourriture laissée-pour-compte.

En somme, la Page noire est à la Basse-Ville ce que la librairie Saint-Jean-Baptiste est à la Haute-Ville. Ce sont des lieux où la Galaxie Gutenberg existe encore, des espaces ouverts où des citoyen-nés ayant une tête sur les épaules se rencontrent pour dialoguer librement.

Venez nous soutenir en visitant notre local, en vous abonnant à la bibliothèque, en organisant des événements à La Page noire, au 1er étage du 255 Dorchester, à Saint-Roch. La Page noire est ouverte sur le monde, le mardi de 11h à 16h, et du mercredi au vendredi, de 15h à 20h. Vous pouvez suivre nos activités sur Facebook et sur notre blogue.



Local de la librairie La Page noire.

PHOTO COURTOISIE

Renauderie

Le petit bonhomme

Par Renaud Pilote

Le vent d'hiver me mord les joues et d'un mouvement de la lèvre supérieure, j'écarte mes narines pour les décoller. C'est l'heure de pointe au centre-ville. Les voitures se taillent lentement une place en périphérie du grand boulevard. Je reviens à pied de l'épicerie, seul sur le trottoir et incognito parmi les banlieusards en cage qui me regardent, intrigués et se disant : « il y a donc des gens qui habitent ici, près de mon lieu de travail ! ? » Je suis la faune locale, une curiosité sur deux pattes, un individu marginal, voire suspect, surgissant de la fumée des tuyaux d'échappement. Je n'ai pas cette démarche hâtive propre aux détenteurs de vignettes journalières. Je ne suis en communication avec personne. Je n'ai pas d'écouteurs. Je transporte des choses avec mes mains. Je suis dans la lune, dirait-on.

Cependant, comme d'habitude, je scrute le banal et l'insignifiant, à l'affût de l'endroit ou de la chose qui deviendrait un sujet pour ma prochaine chronique. Je m'agrippe au futile comme d'autres à leurs opinions : je ne la lâche pas et je brode autour. La démarche n'a pas de fin, je le constate d'autant plus à 5 heures, sur le boulevard Charest. Je n'ai pas encore traité du parcomètre, de la borne-fontaine, du magasin de jouets ou du bar à sushis et tout cela dans mon champ de vision en ce moment même. Certains rétorqueront qu'un magasin de jouets n'est pas insignifiant, qu'il apporte le bonheur aux enfants et que cela n'est pas rien. Je leur répondrais qu'ils ont droit à leurs opinions.

J'arrive au coin de la rue et porte ma main vers l'œil magique qui appelle le passage piéton. À chaque fois je me fais avoir. Il faut enlever son gant sinon ça ne marche pas. La chaleur de la peau y est pour quelque chose, faut croire. À côté de moi, un gars agite la tête de gauche à droite avec l'espoir de trouver une brèche dans la congestion automobile, ce qui lui permettrait de court-circuiter la grande valse des lumières rouges. Je connais bien la technique, mais suis d'avis qu'il n'y parviendra pas cette fois-ci. Comme de fait, il abandonne, se recule et attends avec moi le petit bonhomme.

On dit toujours ça ici : « le petit bonhomme ». Ailleurs, c'est pas ça, c'est « Walk/Don't walk », c'est vert ou rouge ou c'est rien du tout (dans certaines villes du sud, on ne traverse juste pas la rue, sinon on meurt). Est-ce le même que celui sur la porte des toilettes des gars ? Que celui sur les bouteilles de sirop pour la toux ? Ce petit bonhomme qui marche par en avant, où va-t-il exactement ? A-t-il des passe-temps, des opinions sur les nids-de-poule et la durée des travaux routiers ? Est-ce lui qui détermine le nombre de secondes que nous avons pour traverser la rue ? Trouve-t-il que les piétons sont en général une nuisance sur la voie publique, des délinquants de la signalisation ? Quel est son avis sur les cyclistes d'hiver ? Possède-t-il un char, ce petit bonhomme ?

– BIIIIIIIIIIIP –

La sonnerie pour non-voyants me sort de ma torpeur et me fait avancer. C'est d'un pas assuré que je continue mon petit bonhomme de chemin.

Carnet mondain

Les activités sociales, culturelles et politiques de la démocratie en action sur reseauforum.org

JUSQU'AU 19 JANVIER

Les droits, ça se défend collectivement

Un nouveau site Web a été créé et on invite les citoyens à y mettre des photos illustrant les droits qu'ils revendiquent. defensededroits.blogspot.ca

12 DÉCEMBRE

Vendredis de poésie du TAP

Comme le veut la coutume aux Vendredis de poésie du TAP, la scène libre suivra la première partie avec des poètes invités: Moe Clark, Jocelyn Thouin, Claudine Vachon. Entrée libre, sortie gratuite, poésie vivante. Depuis 17 ans! À 20h30, Au Tam Tam café, 421, boul. Langelier, à l'angle du boul. Charest est, à Québec.

15 DÉCEMBRE

Slam poésie

Une partie de plaisir où les mots, la voix, la bouche et le rythme nous réservent des surprises. À 20h, au bar-coop l'AgitéE, 251, rue Dorchester, Québec. Entrée 5\$

12 AU 20 DÉCEMBRE

Marché de Noël Sherpa

L'équipe de Sherpa vous invite à venir faire un tour au Marché de Noël Sherpa à l'Espace Galerie. Le vernissage aura lieu en présence des artistes et artisans participant à ce collectif, le 12 décembre à 16h30. Vous pourrez vous procurer: dessins, sculptures, capteurs de rêves, bijoux, objets d'artisanats, cartes, photographies et bien plus! Espace Galerie Sherpa 130 Charest Est, jusqu'au 20 décembre.

18 DÉCEMBRE

C.A. du CSSS: sauvons la clinique Saint-Vallier

Présentons-nous nombreux et nombreuses au conseil d'administration du CSSS (centre de santé et des services sociaux de la Vieille-Capitale) pour les convaincre de protéger le sans rendez-vous de la clinique Saint-Vallier. À 18h30, au 1, rue Sacré-Cœur, quartier Saint-Sauveur.

18 DÉCEMBRE

Rencontre mensuelle du CAPMO

Pour reprendre du souffle et continuer nos luttes, qu'est-ce qui nous fait espérer? Venez nous voir pour partager autour d'un bon repas du temps des fêtes. Vers 17h, un souper communautaire. Le souper est optionnel et à contribution volontaire (donc gratuit si vos revenus ne permettent pas un don). Au 435 Du Roi, à Québec - Salle communautaire au 2^e étage.

19 DÉCEMBRE

Soirée Faubourg en poésie

À la Librairie Saint-Jean Baptiste, 565 rue Saint-Jean, 19h; entrée libre! Poètes invités et scène libre (maximum 5 minutes) Si vous désirez partager votre poésie, amenez vos textes!

13 JANVIER

Le féminisme en milieu militant

Exposé, suivi d'un débat organisé dans le cadre de la série *Les pensées sauvages* du Collectif Subvercity. À la librairie la Page noire, 251, rue Dorchester, à 19h.

15 JANVIER

Surveillance de masse: rien à cacher, rien à craindre?

À l'ère des technologies numériques, des médias sociaux, des téléphones intelligents, a-t-on raison de craindre d'être l'objet de la surveillance de l'État? Pourquoi s'en faire si on n'a rien à cacher? Organisé par la Ligue des droits et libertés. Au Tam Tam café, 421, boulevard Langelier à 19h.

26 JANVIER

Le retour Visuellement vôtre

Pour personnes artistes et passionnées des arts. Body painting et arts visuels diversifiés. Pour faire partie des nombreux duos peintre-modèle, contacter elisa_gosselin@yahoo.fr. Au bar coop L'AgitéE à 20h, 4\$.

Sauvons le sans rendez-vous de la clinique Saint-Vallier!

Rassemblement, devant la clinique médicale

Samedi, le 17 janvier 2015

205, rue Montmagny, à 13h
Prise de parole citoyenne

LA PENSÉE DU MOIS

Quand j'arrive dans un centre commercial, je cherche d'abord la sortie de secours et quand je la trouve, je la prends. (Mabou)


Bernard le conteur

Par Yvon Boisclair

Un conteur de notre quartier, Bernard Grondin, est décédé le 12 novembre dernier à l'âge de 51 ans. Il vivait de son métier, chose rare pour un conteur. Il parcourait le Québec et la France en récitant par cœur ses contes. Il ne les écrivait jamais. Il improvisait. Il ajustait ses tarifs en fonction de son auditoire: les riches payaient et pour les pauvres, ce pouvait être gratuit. Il se donnait corps et âme à sa passion, le conte.

Bon vivant, il semait la joie de vivre autour de lui. Il laisse dans le deuil sa fille Louve âgée de 12 ans et de nombreux amis.

Le 22 novembre, il y eut une soirée commémorative à la librairie Saint-Jean-Baptiste. A cet endroit aura lieu en décembre une soirée de vidéos et d'enregistrements sonores de ses contes. Voici une citation de Bernard de Brienne qui s'applique bien à notre conteur: «Les chemins remplis d'épines sont difficiles à marcher, mais simplement pour t'aimer moé j'y vas nu-pieds.»



Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067

Droit de parole

Adhésion ou abonnement

Nom :

Adresse :

Téléphone :

Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel	20\$
Abonnement institutionnel	40\$
Abonnement de soutien	50\$

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuelle	10\$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5\$
Abonnement et adhésion individuels	25\$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole - 266, St-Vallier Ouest, Québec (Qc) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org